L'ONU invite le Gouvernement burundais à faire preuve de "leadership politique"

@rib News, 22/07/2013 22/07/2013Conseil de sÃ©curitÃ©CS/11070 DÃ©partement de lâ€™information â€¢ Service des inform
et des accrÃ©ditations â€¢ New YorkConseil de sÃ©curitÃ©Â Â
LE CHEF DU BNUB DEMANDE AU GOUVERNEMENT BURUNDAIS DE FAIRE PREUVE DE LEADERSHIP POLITIQUE ET APPELLE LA COMMUNAUTÃ‰ INTERNATIONALE Ã€ MAINTENIR AVEC CE DERNIER UNE COMMUNICATION CONSTRUCTIVE
En dÃ©pit dâ€™importants progrÃ¨s rÃ©alisÃ©s dans le pays, il nâ€™est pas encore temps pour la communautÃ© internationa
dÃ©sengager, estime le PrÃ©sident de la formation Burundi de la CCP
Le Burundi a rÃ©alisÃ© dâ€™importants progrÃ¨s pour sortir de la violence mais dâ€™Ã©normes dÃ©fis demeurent en matiÃ¨r
contre la faim et la pauvretÃ©, ont prÃ©venu, ce matin, devant le Conseil de sÃ©curitÃ©, le Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) et le PrÃ©sident de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix.
Â«Â Le Burundi est Ã la croisÃ©e des cheminsÂ Â», a soulignÃ© le ReprÃ©sentant spÃ©cial du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral et Ch
Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB), M.Â Parfait Onanga-Anyanga, qui a particuliÃ¨rement insistÃ© sur la nÃ©cessitÃ©, pour la communautÃ© internationale, de mettre en Å“uvre toutes les promesses faites lors de la ConfÃ©rence des
partenaires au dÃ©veloppement du Burundi, qui sâ€™Ã©tait tenue Ã GenÃ¨ve en octobre 2012.
M. Onanga-Anyanga, venu informer le Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ€™exÃ©cution du mandat du Bureau des Nations Unies au Burundi Ã mi-parcours, a axÃ© sa prÃ©sentation sur huit domaines de rÃ©forme prioritaires dont la bonne gouvernance, le processus dÃ©mocratique, lâ€™Ã©tat de droit, la sÃ©curitÃ©, la justice transitionnelle ou la situation des droits de lâ€™homme
Burundi.
Les partenaires du Burundi doivent aider ce pays Ã sortir du Â«Â marasme Ã©conomique actuelÂ Â», qui, a-t-il dit, Â«Â menac
de remettre en cause les acquis dâ€™une stabilitÃ© encore fragileÂ Â».Â Â
Les Burundais continuent de faire face Ã un taux trÃ¨s Ã©levÃ© de pauvretÃ© et luttent quotidiennement Â«Â pour joindre les deux boutsÂ Â», a-t-il indiquÃ©, en prÃ©cisant que si les prÃ©visions pour 2013 projettent un taux de croissance en lÃ©gÃ¨re progression Ã 5,3%, cette croissance ne contribue pas Ã rÃ©duire la pauvretÃ©.Â
Par ailleurs, le Burundi accueille environ 50Â 000 rÃ©fugiÃ©s, dont la plupart proviennent de la RÃ©publique dÃ©mocratique du
Congo (RDC) --principalement des femmes et des enfants--, tandis quâ€™on dÃ©nombre environ 80Â 000 personnes dÃ©placÃ©es Ã lâ€™intÃ©rieur du pays.
Le Chef du BNUB a cependant saluÃ© dâ€™importants progrÃ¨s rÃ©alisÃ©s en faveur du dialogue politique, en particulier dans
cadre dâ€™ateliers organisÃ©s dans le pour les prÃ©paratifs des prochaines Ã©lections de 2015.Â Â
Lâ€™un de ces ateliers, qui sâ€™est tenu en mars dernier, a permis de rÃ©unir tous les acteurs et partis politiques burundais, y
compris ceux qui Ã©taient en exil, et de parvenir Ã un consensus sur les Ã©lÃ©ments dâ€™une Â«Â feuille de routeÂ Â» pour
Ã©lections, a-t-il rappelÃ©.
Â«Â Câ€™Ã©tait la premiÃ¨re fois, depuis 2010, que tous les acteurs politiques, y compris ceux qui Ã©taient Ã lâ€™extÃ©rieur
se rÃ©unissaient pour discuter de lâ€™avenir du paysÂ Â», a-t-il soulignÃ©.
Le Chef du BNUB sâ€™est toutefois dit trÃ¨s prÃ©occupÃ© par des informations selon lesquelles les Â«Â ImbonerakureÂ Â», lâ
des jeunes du parti gouvernemental (CNDD-FDD), auraient harcelÃ© des citoyens et commis des crimes pour des raisons politiques.
Il a Ã©galement notÃ© que le traitement de la question fonciÃ¨re par la Commission nationale des terres et autres biens (CNTB), qui concerne principalement les avoirs saisis lors de la crise de 1972, continuait de provoquer des remous dans la vie politique.Â
M. Onanga-Anyanga a Ã©galement exprimÃ© son inquiÃ©tude concernant la situation globale en matiÃ¨re des droits de lâ€™homme.Â Il a prÃ©cisÃ© que 20 cas dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires, ainsi que 11Â cas de torture et de 80 cas de traite
cruels, inhumains et dÃ©gradants, avaient Ã©tÃ© documentÃ©s au cours des six premiers mois de lâ€™annÃ©e.Â Â«Â Ceci r
il dit, une augmentation par rapport Ã la mÃªme pÃ©riode lâ€™an dernier.Â Â».
Par ailleurs, le Chef du BNUB sâ€™est aussi dit prÃ©occupÃ© par un risque de recul en matiÃ¨re de libertÃ© dâ€™expression
la promulgation controversÃ©e dâ€™une nouvelle loi sur la presse, le 4Â juin dernier.
Ces observations et prÃ©occupations ont Ã©tÃ©, en grande partie, partagÃ©es, ce matin, par le PrÃ©sident de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la Paix, M.Â Paul Seger (Suisse), venu faire le point sur la visite quâ€™il a effectuÃ©e Ã Bujumbura, entre le 24 et 28Â juin.Â
M. Seger a dÃ©clarÃ© avoir quittÃ© la capitale burundaise empreint de Â«Â sentiments mixtesÂ Â» et il a encouragÃ© le Gouvernement burundais Ã faire preuve Â«Â de leadership politiqueÂ Â» et Ã redoubler dâ€™efforts pour entreprendre les importantes rÃ©formes en matiÃ¨re de bonne gouvernance politique et Ã©conomique.Â
Â«Â Celui ou celle qui a couru un marathon sait que les 10 derniers kilomÃ¨tres sont les plus dursÂ Â», a-t-il fait remarquer.
Bien que le mandat du BNUB ne sera discutÃ© que dans six mois, aprÃ¨s la publication des rÃ©sultats de la mission dâ€™Ã©valuation du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral au Burundi, M.Â Seger a tenu, dâ€™ores et dÃ©jÃ , Ã recommander au Conseil
maintien du Bureau des Nations Unies au Burundi, au moins jusquâ€™aux Ã©lections de 2015.Â
Â«Â Nous nâ€™avons pas encore atteint le moment de nous dÃ©sengagerÂ Â», a-t-il estimÃ©.
La qualitÃ© de la gouvernance nâ€™est pas un facteur suffisant pour garantir la paix et la sÃ©curitÃ©, a insistÃ©, pour sa part,
ReprÃ©sentant permanent du Burundi auprÃ¨s des Nations Unies, M.Â Hermenegildo Niyonzima.Â
Citant lâ€™exemple de la Belgique oÃ¹, Â«Â en dÃ©pit de lâ€™absence dâ€™un gouvernement pendant une annÃ©e, la paix e
avaient prÃ©valuÂ Â», il a rappelÃ© quâ€™Ã la diffÃ©rence de la Belgique, le Burundi nâ€™a pas le minimum vital et il vit en d
seuil de pauvretÃ©.Â Au Burundi, comme dans beaucoup de pays pauvres, 24Â heures de vacance de pouvoir peuvent suffire pour que lâ€™on assiste a des actes criminels, allant de simples actes de rÃ¨glement de compte jusquâ€™Ã la confrontation intercommunautaire, a-t-il fait remarquer, en ajoutant: Â«Â Ventre affamÃ© nâ€™a pas dâ€™oreilleÂ Â».

Â«Â La bonne gouvernance, si chÃ¨re Ã nombre de partenaires du Burundi, est au centre de toute lâ€™action gouvernementaleÂ Â», a-t-il affirmÃ©.Â
M. Niyonzima sâ€™est notamment prÃ©valu des progrÃ¨s accomplis depuis 2007 dans tous les domaines Ã©conomique, socia et politique, notamment en faveur du dÃ©sarmement, de la dÃ©mobilisation et de la rÃ©intÃ©gration des anciens combattants, pour le rapatriement et installation des rÃ©fugiÃ©s, ainsi que dans les domaines des droits de lâ€™homme, de lâ€™Ã©tat de d la justice et de la rÃ©conciliation nationale.
Il a par ailleurs signalÃ© que les problÃ¨mes rencontrÃ©s avec la loi sur la libertÃ© de la presse, ainsi que par la Commission Terre et autres Biens, Ã©taient liÃ©s Ã une Â«Â exploitation mÃ©diatique nÃ©gativeÂ Â».Â
La communautÃ© internationale, a-t-il rappelÃ©, a promis au Burundi un appui financier de 2,6Â milliards de dollars pour financer le Cadre stratÃ©gique de lutte contre la pauvretÃ© (CSLP II).Â Il a regrettÃ© que ces appuis tardent Ã venir et sâ€™e inquiÃ©tÃ© des tensions que lâ€™extrÃªme pauvretÃ© commence Ã susciter.
Au Burundi, Â«Â la pauvretÃ© est devenue si crianteÂ Â» que Â«Â vivre est devenu synonyme de ne pas mourirÂ Â», a expliqu M.Â Niyonzima.Â Â«Â Le Gouvernement est Ã bout de forcesÂ Â».Â Il est Â«Â Ã bout de crÃ©ativitÃ© et dâ€™inspirationÂ Â Â«Â Jusquâ€™Ã quand est-ce que la faim et la misÃ¨re vont devenir une norme au Burundi?Â Â» sâ€™est-il interrogÃ©, avant souligner que la pauvretÃ© au Burundi Ã©tait devenue un problÃ¨me de sÃ©curitÃ©.Â
Câ€™est pourquoi, il a demandÃ© au Conseil de sÃ©curitÃ© Â«Â dâ€™intercÃ©derÂ Â» en faveur du Burundi afin de sâ€™as promesses donnÃ©es Ã la ConfÃ©rence des partenaires Ã GenÃ¨ve, les 29 et 30Â octobre 2012 soient rÃ©alisÃ©es.Â
*Â Â ***Â Â *Ã€ lâ€™intention des organes dâ€™information â€¢ Document non officiel